

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2015



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -26,29 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2015 s'élève à -26,29 Md€ contre -27,83 Md€ à fin mars 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique, pour le budget général, par la hausse des

recettes (+0,79 Md€) et la hausse des dépenses (+0,27 Md€) ainsi que par une amélioration du solde des comptes spéciaux (+1,02 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 69,63 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,71 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,21 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,15 Md€ dont 1,70 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » et 0,79 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,54 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,79 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,70 Md€ ;

Les dépenses nettes à fin mars 2015 s'élèvent à 69,63 Md€ contre 69,36 Md€ à fin mars 2014 à périmètre constant, soit un niveau comparable. La baisse des dépenses d'investissement (-1,23 Md€ essentiellement dû aux dépenses 2014 du

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,33 Md€ dont 0,58 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,33 Md€ dont 0,85 Md€ pour le programme « Infrastructures et services de transports » ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,05 Md€ dont 0,71 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

programme « Excellence technologique des industries de défenses » créé dans le cadre des investissements d'avenir) est compensée par la hausse des dépenses de fonctionnement (+1,22 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 55,35 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 8,95 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 8,40 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte au 15 mars) ;

Impôt sur le revenu : 5,03 Md€ ;

Enregistrement, timbre et autres contributions et taxes indirectes : 1,59 Md€ dont 0,86 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,68 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,75 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 71,98 Md€

Elles s'élevaient à 72,53 Md€ à périmètre constant à fin mars 2014, soit une baisse de 0,56 Md€. Cette variation s'explique notamment par la baisse des recettes nettes d'IS (-1,55 Md€) et des recettes de TICPE (-0,70 Md€ notamment en raison de transferts en 2015 à l'Agence de financement des

infrastructures de transport de France). Ce recul est en partie compensé par les hausses des autres impôts directs et taxes assimilées (+1 Md€ dont 0,57 Md€ de retenues à la source sur les revenus de capitaux mobiliers) et des recettes nettes d'IR (+0,71 Md€).

Recettes non fiscales : 1,38 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2015 s'élèvent à 1,38 Md€ contre 1,04 Md€ à fin mars 2014 à périmètre constant. L'écart s'explique notamment

par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,28 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -18,90 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -18,90 Md€ à fin mars 2015 contre -19,56 Md€ à fin mars 2014. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé, des prélèvements

au profit des collectivités territoriales pour 0,39 Md€ et de ceux au profit de l'Union européenne pour 0,28 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -12,01 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,75 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,60 Md€. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche 1,06 Md€ de recettes correspondant essentiellement à une cession de titres Safran. Le

compte « **Couvertures des risques financiers de l'Etat** » enregistre des dépenses et des recettes d'un montant de 0,74 Md€ essentiellement pour assurer la couverture des différentes contributions versées par la France dans le cadre du programme « Aide économique et financière au développement ».

Au 31 mars 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -12,01 Md€ contre -13,03 Md€ en mars 2014. Cet écart est principalement imputable au solde des comptes d'affectation spéciale (+0,92 Md€ dont +0,84 Md€ au titre du compte « Participations financières de l'Etat »).

Dette financière de l'Etat au 31 mars : 1 576,62 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 58,47 Md€) et les BTF (émissions nettes de 3,92

Md€). Le montant des BTAN a diminué de 17,81 Md€ depuis le début de l'année.



☞ Le renforcement des fonds de l'Agence française de développement

Tenant ses origines de la Caisse centrale de la France libre créée en 1941 par le Général de Gaulle, l'Agence française de développement (AFD) est un établissement public de coopération ayant pour but de lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud.

Elle conjugue ainsi les fonctions de banque de développement et d'agence de mise en œuvre de la politique d'aide au développement de la France. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets, des programmes et des études. Dans les Outre-mer, l'AFD conduit, pour le compte de l'Etat, une politique de soutien aux collectivités publiques et de financement de l'économie.

En tant qu'institution financière spécialisée, l'AFD relève de la loi bancaire. La transcription en

droit européen et en droit français en 2014, des règles de « Bâle III » (accords internationaux de renforcement et d'harmonisation des exigences en fonds propres et d'introduction de normes de liquidité pour le secteur bancaire), a nécessité le renforcement des fonds propres de l'AFD.

En conséquence, l'Etat s'est engagé à souscrire à 0,84 Md€ de titres de fonds propres additionnels à émettre par l'AFD en trois tranches annuelles en 2015, 2016 et 2017, sous la forme d'obligations perpétuelles (sans date d'échéance).

La souscription de la première tranche a eu lieu au cours du mois de mars, dans le cadre du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » pour un montant de 0,28 Md€.



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-2 837	-26 286	-27 827	-28 017	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	18 909	69 629	69 360	69 133	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	20 893	55 350	54 558	54 141	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 029	23 088	22 377	22 377	
- IS *	8 399	8 017	9 570	9 570	
- TVA	8 947	34 317	34 808	34 392	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 821	-12 006	-13 025	-13 025	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 155	89 111			18
Dettes financières de l'Etat	30 001	1 576 617			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	986	990	990
Dépenses de personnel	9 985	31 211	30 995	30 993
Dépenses de fonctionnement	3 323	13 009	11 792	11 802
Charges de la dette de l'Etat	62	1 297	1 814	1 814
Dépenses d'investissement	559	2 807	4 033	4 032
Dépenses d'intervention	4 649	19 748	19 645	19 409
Dépenses d'opérations financières	332	570	92	92
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	18 909	69 629	69 360	69 133
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	25 423	71 976	72 531	72 112
Recettes non fiscales	739	1 381	1 044	1 044
Prélèvements sur recettes	-5 422	-18 901	-19 564	-19 562
Fonds de concours	153	893	547	547
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	20 893	55 350	54 558	54 141
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	26 315	74 251	74 122	73 703
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	1 984	-14 279	-14 802	-14 992
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	568	2 755	1 840	1 840
Solde des comptes de concours financiers	-5 714	-14 957	-15 032	-15 032
Solde des comptes de commerce	337	202	166	166
Solde des comptes d'opérations monétaires	-216	-321	-106	-106
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 821	-12 006	-13 025	-13 025
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-2 837	-26 286	-27 827	-28 017



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 985	31 211	30 995	30 993
Rémunérations d'activité	5 786	17 477	17 198	17 407
Cotisations et contributions sociales	4 145	13 529	13 011	13 376
Prestations sociales et allocations diverses	55	204	786	210
AUTRES TITRES	8 924	38 418	38 365	38 140
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	986	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 323	13 009	11 792	11 802
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 000	5 529	4 561	4 563
Subventions pour charges de service public	1 323	7 480	7 230	7 240
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	62	1 297	1 814	1 814
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	62	1 297	1 814	1 814
Titre 5 - Dépenses d'investissement	559	2 807	4 033	4 032
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	455	2 332	3 619	3 615
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	104	476	413	417
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 649	19 748	19 645	19 409
Transferts aux ménages	898	8 730	8 741	8 648
Transferts aux entreprises	1 092	2 736	2 547	2 455
Transferts aux collectivités territoriales	381	1 581	1 460	1 422
Transferts aux autres collectivités	2 278	6 702	6 894	6 882
Appels en garantie	0	0	2	2
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	332	570	92	92
Prêts et avances	0	8	9	9
Dotations en fonds propres	9	16	21	21
Dépenses de participations financières	323	546	63	63
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	18 909	69 629	69 360	69 133



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2015		Cumul à fin mars 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	268	320	1 414	1 044	792
Action de la France en Europe et dans le monde	136	133	740	692	465
Diplomatie culturelle et d'influence	50	105	553	234	209
Français à l'étranger et affaires consulaires	82	81	121	118	118
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	1	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	222	237	761	701	628
Administration territoriale	155	137	438	401	397
Vie politique, culturelle et associative	4	3	103	101	66
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	98	220	199	165
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	267	177	980	814	974
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	159	82	489	389	530
Forêt	7	3	162	149	174
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	39	35	155	108	105
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	61	58	173	168	165
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	86	435	497	1 067	1 330
Aide économique et financière au développement	3	359	3	585	630
Solidarité à l'égard des pays en développement	83	76	493	482	700
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	124	46	1 934	1 836	1 951
Liens entre la Nation et son armée	4	1	8	4	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	55	32	1 838	1 804	1 924
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	65	13	87	28	23
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	48	177	174	170
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	31	87	88	84
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	52	49	48
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	158	188	437	420	497
Patrimoines	29	59	96	117	135
Création	61	63	117	90	141
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	68	67	224	214	221
DEFENSE	3 688	3 145	9 616	11 130	11 976
Environnement et prospective de la politique de défense	122	140	262	336	301
Préparation et emploi des forces	1 623	790	2 700	2 079	2 100
Soutien de la politique de la défense	1 703	1 700	5 766	5 742	5 487
Equipement des forces	241	515	889	2 973	2 588
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 500
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	98	92	272	225	217
Coordination du travail gouvernemental	36	41	102	90	89
Protection des droits et libertés	9	4	42	31	19
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	54	46	128	104	109
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	972	1 327	3 496	2 910	2 359
Infrastructures et services de transports	676	847	1 577	1 491	906
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	14	80	33	32
Météorologie	0	0	149	50	51
Paysages, eau et biodiversité	18	12	131	70	59
Information géographique et cartographique	0	0	70	23	24
Prévention des risques	19	20	77	37	42
Energie, climat et après-mines	3	119	363	236	236
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	245	315	1 049	970	1 010
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2015		Cumul à fin mars 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	142	96	479	346	-203
Développement des entreprises et du tourisme	71	38	307	192	-349
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	57	46	130	117	107
Stratégie économique et fiscale	14	13	42	38	39
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	0
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	211	181	10 443	1 513	1 575
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	209	156	351	206	199
Aide à l'accès au logement	0	0	10 090	1 247	1 256
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2	25	2	60	120
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	65	62	1 472	1 457	1 977
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	62	62	1 297	1 297	1 814
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	3	0	3	0	2
Epargne	0	0	172	160	160
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 923	5 712	17 929	17 211	16 746
Enseignement scolaire public du premier degré	1 628	1 628	4 922	4 921	4 798
Enseignement scolaire public du second degré	2 583	2 578	7 784	7 778	7 679
Vie de l'élève	664	576	2 044	1 642	1 352
Enseignement privé du premier et du second degrés	715	668	2 176	2 102	2 103
Soutien de la politique de l'éducation nationale	169	145	618	462	475
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	164	117	384	307	339
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 017	1 046	2 981	2 829	2 855
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	709	705	2 151	2 052	2 084
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	93	94	274	253	248
Facilitation et sécurisation des échanges	174	169	454	434	427
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	10	21	23	19
Fonction publique	29	67	80	68	76
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	49	50	142	111	82
Immigration et asile	48	48	139	108	80
Intégration et accès à la nationalité française	1	1	4	3	2
JUSTICE	696	592	1 836	1 977	1 882
Justice judiciaire	304	275	694	789	739
Administration pénitentiaire	262	230	669	768	712
Protection judiciaire de la jeunesse	105	68	229	180	174
Accès au droit et à la justice	7	7	177	174	200
Conduite et pilotage de la politique de la justice	18	12	66	65	57
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	60	93	307	153	167
Presse	3	3	53	58	52
Livre et industries culturelles	18	52	215	56	54
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	39	38	39	38	64
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	-3



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2015		Cumul à fin mars 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	68	79	1 159	623	659
Emploi outre-mer	17	18	1 075	470	478
Conditions de vie outre-mer	52	61	84	153	181
POLITIQUE DES TERRITOIRES	312	26	339	59	134
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	5	22	11	44	42
Interventions territoriales de l'Etat	-5	4	-6	7	5
Politique de la ville (4)	313	0	334	8	88
POUVOIRS PUBLICS	0	0	986	986	990
Présidence de la République	0	0	98	98	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	523	1 331	12 391	7 459	7 133
Formations supérieures et recherche universitaire	55	87	3 146	3 099	3 062
Vie étudiante	204	207	1 314	691	869
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	127	575	5 308	2 063	1 574
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 303	552	630
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	282	1 033	779	745
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	68	118	157	175	164
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	2	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	67	60	128	99	88
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4	1 060	5 115	2 652	2 736
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4	864	2 936	1 808	1 885
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	213	206
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	125	1 398	631	645
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	101	81	337	439	493
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	95	60	333	401	423
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	6	21	4	38	70
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 537	6 517	18 889	18 851	17 026
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 286	6 266	17 776	17 737	15 759
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	251	251	1 113	1 113	1 267
SANTE	288	1	876	243	283
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	288	1	297	11	72
Protection maladie	0	0	579	232	211
SECURITES	1 743	1 539	4 760	4 326	4 332
Police nationale	842	788	2 369	2 269	2 251
Gendarmerie nationale	820	704	2 273	1 972	2 003
Sécurité et éducation routières	2	2	5	3	24
Sécurité civile	79	46	113	83	54



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2015		Cumul à fin mars 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	148	412	11 038	3 852	3 740
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	62	41	75	41	49
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	1	303	10 584	3 452	3 330
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	86	68	379	359	360
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	41	9	219	117	117
Sport	13	6	142	72	59
Jeunesse et vie associative	27	3	77	45	58
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	457	521	6 296	2 957	2 768
Accès et retour à l'emploi	315	412	4 499	2 047	1 767
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	55	50	1 587	732	827
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	20	0	19	1	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	59	191	177	173
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	24 314	25 425	117 577	88 480	86 386
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	17 777	18 909	98 688	69 629	69 360

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 167	23 504	22 757	22 757
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	106	338	446	443
Impôt sur les sociétés (C)	9 304	10 759	11 336	11 336
Impôt sur les sociétés	9 104	10 546	11 116	11 116
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	200	213	220	220
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	586	1 922	927	927
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	63	190	156	156
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-133	748	178	178
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	3	3	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	143	402	151	151
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	2	23	23
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	4	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	6	6	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	19	17	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	6	21	34	34
Recettes diverses	488	525	358	358
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 266	2 040	2 744	2 744
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 926	47 794	47 245	46 830
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 586	4 469	4 101	4 101
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	24	114	87	87
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	39	35	35
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	1	3	3
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	110	443	323	323



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	857	2 105	1 890	1 890
Contribution de sécurité immobilière	47	141	146	146
Autres conventions et actes civils	40	115	123	123
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	99	92	92
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	1	26	14	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	45	60	60
Timbre unique	10	45	96	96
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	41	123	56	56
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	4	10	9	9
Taxe générale sur les activités polluantes	3	10	10	10
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	4	7	7	7
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	13	42	42	42
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	13	12	12
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	13	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	6	18	60	60
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	19	20	14	14
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	170	535	485	485
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	48	132	145	145
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	102	100	100
Prélèvement sur les paris sportifs	16	52	40	40
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	15	14	14
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	60	175	179	179
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	1	1
Autres taxes	7	25	32	32
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	31 940	90 826	89 557	89 138
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	25 423	71 976	72 531	72 112



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	132	132	25	25
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	110	110	1	1
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	22	22	24	24
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	171	311	405	404
Revenus du domaine public non militaire	22	61	76	76
Autres revenus du domaine public	4	56	55	55
Revenus du domaine privé	5	13	11	11
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	46	47	54	54
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	93	131	194	193
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	12	12
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	4	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	96	193	188	188
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	58	59	56	56
Autres frais d'assiette et de recouvrement	35	128	122	122
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	2	6	6
Autres recettes diverses	1	2	3	3
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	27	73	62	62
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	16	40	32	32
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	1	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	2	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	3	4	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	15	22	22
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	6	10	4	4



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	225	394	115	115
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	121	123	32	32
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	91	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	52	174	75	75
Frais de poursuite	1	2	3	3
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	89	278	249	249
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	8	16	19	19
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	33	28	28
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	1	1
Récupération d'indus	2	5	7	7
Recouvrements après admission en non-valeur	11	30	36	36
Divers versements de l'Union européenne	0	14	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	8	7	7
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	4	6	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	62	64	64
Produits divers	13	29	4	4
Autres produits divers	17	69	55	55
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	739	1 381	1 044	1 044



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 677	-10 684	-11 069	-11 067
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 040	-9 121	-9 499	-9 497
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-3	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-329	-676	-658	-658
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-2	-2
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-16	-18	-19	-19
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-833	-827	-827
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-4	-8	-3	-3
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-41	-41
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-21	-14	-14
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-1	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 745	-8 217	-8 495	-8 495
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 422	-18 901	-19 564	-19 562
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	115	823	494	494
Fonds de concours - coopération internationale	37	70	53	53
TOTAL FONDS DE CONCOURS	153	893	547	547

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 106	5 674	14 200	13 683	16 954	15 523	2 755	1 840
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	23	0	54	78	57	78	3
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	136	30	10	324	325	294	315
Développement agricole et rural	0	2	1	5	9	9	8	4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	33	31	33	41	93	94	61	53
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	1	1	1	11	3	10	3
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	45	19	60	48	194	98	133	50
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-3	-1	0	0	3	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	280	1 061	289	70	1 065	3	777	-67
Pensions	4 524	4 400	13 590	13 455	14 961	14 914	1 371	1 460
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	200	0	200	0	219	19	19	19
Comptes de concours financiers	8 504	2 791	24 686	27 339	9 728	12 308	-14 957	-15 032
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	9	0	25	17	17	17	-8
Avances à l'audiovisuel public	306	173	917	888	556	475	-360	-412
Avances aux collectivités territoriales	7 753	2 604	23 268	22 993	9 010	8 531	-14 258	-14 462
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	3 375	0	3 127	0	-248
Prêts à des Etats étrangers	377	2	422	49	142	151	-281	102
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	69	2	79	10	3	6	-75	-5
Comptes de commerce	932	1 269	3 229	3 935	3 431	4 101	202	166
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	63	156	144	153	261	129	117	-24
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	10	35	37	35	36	0	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	736	736	1 074	1 265	1 074	1 265	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	32	55	90	97	136	126	46	29
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	79	307	1 870	2 372	1 910	2 533	39	161
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	1	0	1	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	11	8	10	9	-1	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	5	3	5	3	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	1 598	1 382	1 940	498	1 619	392	-321	-106
Emission des monnaies métalliques	13	0	35	27	28	28	-6	1
Opérations avec le Fonds Monétaire International	1 585	1 382	1 905	471	1 591	364	-315	-107
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 140	11 115	44 054	45 455	31 733	32 324	-12 321	-13 132
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 555	9 734	42 149	44 985	30 142	31 960	-12 006	-13 025

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	189	791
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	-17	201
	Total organismes à caractère financier	833	171	1 004
	CEPL			
	Régions	926	-476	450
	Départements	4 624	-1 535	3 089
	Communes	18 472	-1 665	16 807
	HLM	360	-70	290
	Autres CEPL	19 448	-804	18 644
	Total CEPL	43 831	-4 551	39 280
	Hôpitaux	4 287	337	4 623
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	1 525	11 484
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	-207	3 661
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	-144	2 516
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	420	1 183
	Total établissements publics nationaux	17 251	1 594	18 845
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-523	10 265	
Communautés européennes	1 906	-1 878	28	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	9	56	
GIP	577	-8	569	
EPLÉ	1 931	640	2 570	
Autres correspondants	12 163	-551	11 612	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	52	14 808	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	-4 799	88 853	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-128	225
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-6	34
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-134	259
Total Passif (A)		94 045	-4 933	89 112
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	-4 933	89 111



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2015
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 527 562	44 573	1 572 135
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	58 467	1 255 010
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	52 589	1 072 137
- <i>taux variable</i>	157 169	5 805	162 974
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-17 810	137 924
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-15 202	128 235
- <i>taux variable</i>	11 720	-2 486	9 234
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	3 917	179 202
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	4 758	-276	4 482
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	44 297	1 576 617



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} mars jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.